



CGLU
Commission

Inclusion Sociale,
Démocratie Participative
et Droits Humains



2018

RAPPORT ANNUEL

*Commission Inclusion Sociale,
Démocratie Participative et Droits
Humains de CGLU*

*Faire entendre les voix des gouvernements locaux et
régionaux de CGLU sur l'inclusion sociale, la
démocratie participative et les droits humains, afin
d'avancer vers la réalisation du droit à la ville*



CGLU

Cités et Gouvernements
Locaux Unis

INDEX

1. PLAIDOYER ET DÉBATS POLITIQUES

- 1.1. RELANCER LE RESEAU MONDIAL DE « VILLES POUR LES DROITS HUMAINS » (3)
- 1.2. METTRE LE DROIT A LA VILLE AU CŒUR DES AGENDAS LOCAUX ET INTERNATIONAUX (7)
- 1.3. UN APPEL MONDIAL POUR LE DROIT AU LOGEMENT ET CONTRE LA FINANCIARISATION : « VILLES POUR LE LOGEMENT CONVENABLE » ET « THE SHIFT » (9)
- 1.4. CONTRIBUER A PORTER LA VOIX DES POUVOIRS LOCAUX SUR LES DROITS HUMAINS ET LES MIGRATIONS À L'ÉCHÈLLE L'INTERNATIONALE (12)

2. PRODUCTION DE CONNAISSANCES ET VISIBILITÉ

- 2.1. NOUVELLES PUBLICATIONS (14)
- 2.2. OBSERVATOIRE VILLES INCLUSIVES (14)
- 2.3. RAPPORTS ET ENTRETIENS (15)

3. PROMOTION DE L'APPRENTISSAGE

- 3.1. VISITES DE TERRAIN (16)
- 3.2. SESSIONS D'APPRENTISSAGE (17)
- 3.3. PARTICIPATION À DES ATELIERS ET SESSIONS D'APPRENTISSAGE (18)

4. RENFORCEMENT DU RÉSEAU

- 4.1. PARTICIPATION DES POUVOIRS LOCAUX (20)
- 4.2. ARTICULATION AVEC LE SECRETARIAT MONDIAL DE CGLU (20)
- 4.3. ARTICULATION AVEC DES AUTRES PARTIES DE CGLU (21)
- 4.4. ARTICULATION AVEC LA SOCIÉTÉ CIVILE (21)
- 4.5. ARTICULATION AVEC LE SYSTÈME DES DROITS HUMAINS DES NATIONS UNIES (21)

ANNEXOS (22)

1.1 RELANCER LE RESEAU MONDIAL DE « VILLES POUR LES DROITS HUMAINS »

En 2018, à l'occasion du vingtième anniversaire du lancement du processus de la Charte européenne des droits humains dans la ville et de la Charte Asiatique pour les droits humains, des 25 ans de la Déclaration de Vienne, des 50 ans du « Droit à la ville » d'Henri Lefebvre et des 70 ans de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, des pouvoirs locaux à travers le monde ont exprimé leur volonté de donner un nouvel élan au mouvement des « Villes pour les Droits Humains ». La Commission CISDPDH a servi de point de rencontre pour ces initiatives au niveau international – via l'organisation de plusieurs rencontres de villes pour les droits humains et du Forum WHRCF de Gwangju – notamment grâce à la coopération réalisée avec le Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme de l'ONU.

1.1.1 Organisation d'un atelier de pouvoirs locaux : « Villes et territoires pour les droits humains en Europe : quelles réalités, quelles perspectives ? »

(11 décembre, Barcelone)

A l'occasion de la Conférence « Villes pour les droits humains » de Barcelone et du processus de suivi de la Charte européenne des droits humains dans la ville - mené par la Commission tout au long de l'année 2018 – les villes de Barcelone, Madrid et Plaine Commune ont souhaité inviter plusieurs collectivités locales européennes à partager leur expérience et leurs défis en matière de droits humains. Cet atelier des pouvoirs locaux européens pour les droits humains s'est tenu le 11 décembre 2018 au siège de CGLU, afin d'évaluer les défis communs et les possibilités de travail en réseau des villes dans la période à venir.

Près de 40 personnes ont assisté à l'atelier, dont des représentants des villes et régions suivantes : Barcelone, Terrassa, Sabadell, Cardedeu et Cerdanyola del Vallès (Catalogne, Espagne), Bilbao et Gipuzkoa (Euskadi, Espagne), Athènes (Grèce), Middelburg (Pays-Bas), Nuremberg et Cologne (Allemagne), Naples et Bologne (Italie), l'Association suédoise des pouvoirs locaux et régionaux (SALAR) et le Fons Català. En qualité de ville co-présidente de la Commission, une délégation de Gwangju a également participé à la rencontre.

En savoir plus : <https://www.uclg-cisdp.org/fr/actualites/nouvelles/villes-et-territoires-pour-les-droits-humains-en-europe-queelles-r%C3%A9alit%C3%A9s>

1.1.2 Co-organisation du Forum Mondial des Villes pour les Droits Humains : « De nouvelles alliances pour placer les droits humains au cœur de l'agenda 2030 »

(18-21 octobre, Gwangju)

PLAIDOYER ET DÉBATS POLITIQUES

Du 18 au 21 octobre, la coprésidence de la Commission de Gwangju a organisé la huitième édition du Forum Mondial des Villes pour les Droits Humains (WHRCF) : un événement capital pour renforcer le mouvement international des villes pour les droits humains soutenu annuellement par la Commission et le Centre International de Gwangju. Lors de cette édition, le Forum s'est axé sur la question de la diversité et du droit à la paix, en rassemblant voix et engagements forts en faveur de politiques inclusives par rapport à la migration. Le Forum a également été un tremplin pour la formulation de nouvelles alliances en vue d'un agenda 2030 pour les droits humains dans la ville.

Le WHRCF a rassemblé des centaines de participants de Corée et d'Asie, mais également d'autres régions. En tant qu'organisation partenaire, la Commission a organisé une délégation composée de représentants des villes d'Amman, Barcelone, Grigny, Sao Paulo et Vienne. Le Forum de 2018 a été marqué également par la participation de plusieurs maires venus de certaines des plus grandes villes de Corée, telles que Gwangju, Séoul, Daegu ou Suwon.

En savoir plus : <https://www.uclg-cisdp.org/fr/actualites/nouvelles/de-nouvelles-alliances-pour-placer-les-droits-humains-au-cœur-de-lagenda-2030>



1.1.1



1.1.1



1.1.2

1.1.3 Co-organisation d'une rencontre des pouvoirs locaux et société civile au sommet d'Africités : « Quelles visions et réalités africaines du droit à la ville ? »

(22 novembre, Marrakech)

Voir section 1.2.2 de « Plaidoyer et débats politiques »

1.1.4 Suivi du processus de reconnaissance du rôle des administrations locales dans la promotion et la protection des droits humains (Nations Unies)

(Septembre, Conseil des droits de l'homme, Genève)

Le Conseil des Droits Humains a adopté une nouvelle résolution (A/HRC/39/L.8) sur le thème « Gouvernements locaux et droits humains » tout au long de sa 39ème session (septembre 2018). La résolution encourage l'interaction entre les Objectifs de développement durable (ODD) et les

PLAIDOYER ET DÉBATS POLITIQUES

programmes de localisation des droits humains, et demande au Haut-Commissariat aux Droits Humains et aux parties concernées d'interagir et renforcer le dialogue avec les gouvernements locaux.

La Commission a suivi de près ce processus depuis 2015, grâce au leadership et à l'engagement de plusieurs villes-membres. Pour ce faire, elle a organisé des délégations de gouvernements locaux au Conseil, en présentant des déclarations officielles, en co-organisant des sessions parallèles et en promouvant l'adoption de principes directeurs de l'ONU sur « Administration locale et droits humains ». En 2018, la Commission a diffusé les dernières actualités concernant ce processus parmi son réseau de membres et a soutenu l'appel à contributions sur des expériences de localisation des droits humains lancé par le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits humains.

En savoir plus sur la résolution A/HRC/39/L.8 ici : <https://www.uclg-cisd.org/fr/actualites/nouvelles/reconnaissance-du-rôle-des-administrations-locales-dans-la-promotion-et-la> et sur l'appel à contributions ici : <https://www.uclg-cisd.org/fr/actualites/nouvelles/appel-à-contributions-sur-les-actions-des-gouvernements-locaux-pour-promouvoir>



1.1.5 *Articulation avec le Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme*

Voir section 4.5 de « Renforcement du réseau »

1.1.6 *Autres participations, événements et processus*

- a. Le Secrétariat de la Commission a participé à une réunion pour définir des principes directeurs concernant l'impact des politiques de réformes économiques sur les droits humains (Nations-Unies) (2 – 3 juillet, Geneva)*

Cette réunion a eu lieu à Genève et était organisée par l'Expert indépendant sur les effets de la dette extérieure des Nations Unies Juan Pablo Bohoslavsky. À cette occasion, la coordinatrice du secrétariat de la Commission a partagé le rôle des pouvoirs locaux et à partir des expériences des membres de la Commission, des potentiels impacts sur les droits humains au niveau local, lorsqu'ils sont confrontés à des contraintes budgétaires, au manque de décentralisation ou à l'imposition de politiques d'austérité.

b. Montevideo réaffirme son engagement pour les droits humains et le droit à la ville dans l'élaboration de son « agenda urbain »

(16 – 18 avril, Montevideo)

À l'occasion des 70 ans de la Déclaration universelle des Droits Humains, la ville de Montevideo organisait, du 16 au 18 avril 2018, le séminaire « Dialogues urbains : débats et réflexions pour construire l'agenda urbain de la ville ». Le Secrétariat de la Commission a participé à cet événement afin d'en savoir plus sur les initiatives de la municipalité et les débats qui s'y déroulent en ce qui concerne les droits humains. Il a également contribué à diffuser les conclusions de cette rencontre parmi le réseau de la Commission à travers des sujets comme la gentrification, les résistances urbaines ou l'urbanisme féministe.

En savoir plus : <https://www.uclg-cisdp.org/fr/actualites/nouvelles/montevideo-reaffirme-son-engagement-pour-le-droit-a-la-ville-dans-l-elaboration>

c. Vidéo d'appui au Festival des droits humains de Wonosobo (Indonésie)

(13 – 15 novembre, Wonosobo)

À l'occasion du festival des droits humains de Wonosobo, le Secrétariat et certains membres de la Commission ont envoyé leur soutien en rappelant que les villes indonésiennes sont essentielles dans la promotion des droits humains. Leur engagement est clé pour établir une plus grande coopération entre les villes des droits humains à l'échelle internationale et en lien avec les Nations Unies.

En savoir plus : <https://www.youtube.com/watch?v=9n3MNIhebs4&t=10s>

d. Le droit à la ville dans une terre en conflit : les villes palestiniennes aux 70 ans de la « Nakba »

(15 mai)

À l'occasion du 70e anniversaire de la Nakba, la Commission a transmis les paroles du maire de la ville de Bethléem, Anton Salman, qui a participé, à l'invitation de la Commission et de sa ville co-présidente de Gwangju, au Forum Mondial des Villes pour les Droits Humains, un espace d'échange et de solidarité entre villes engagées avec la promotion des droits, la démocratie locale et la paix. La Commission a également partagé à travers d'une publication la situation des trois villes palestiniennes-membres de la Commission et les initiatives de la solidarité de pouvoirs locaux à travers le monde avec la Palestine, pour la paix et le respect des droits humains.

En savoir plus : <https://www.uclg-cisdp.org/fr/actualites/nouvelles/le-droit-%C3%A0-la-ville-dans-une-terre-en-conflit-les-villes-palestiniennes-aux-70>



1.2 METTRE LE DROIT A LA VILLE AU CŒUR DES AGENDAS LOCAUX ET INTERNATIONAUX

Au Congrès de Bogotá, l'engagement de la Commission a contribué à ce que CGLU place « le droit à la ville » au centre de son plan d'action en tant que pierre angulaire d'un « contrat social » renouvelé au niveau local entre les citoyens et les gouvernements locaux. En 2018, certains membres et partenaires de la Commission ont promu des événements commémoratifs avec le 50ème anniversaire du « Droit à la ville » d'Henri Lefebvre. Ces événements ont visé à promouvoir le droit à la ville comme une revendication remplaçant, en ces temps de mutations urbaines, l'épanouissement individuel et collectif des citoyens au cœur du projet de territoire. Des membres de la Commission ont participé aussi aux espaces créés par CGLU après 2016, afin de poursuivre le développement politique du droit à la ville au sein de notre organisation : les Conseils politiques et les Vagues d'action. La Commission a également renforcé son alliance avec la Plateforme Mondiale pour le Droit à la Ville afin de lier les agendas 2030 et le Nouvel Agenda Urbain.

1.2.1 Alliance avec la société civile pour défendre le droit à la ville en tant que pilier de l'agenda 2030 : Participation au Forum politique de haut niveau sur les ODD

(9 – 18 juillet, New York)

Par sa participation aux groupes de travail de plaidoyer politique et communication, la Commission a soutenu et participé à l'organisation de la campagne pour le droit à la ville menée par la Plateforme Mondiale pour le Droit à la Ville qui s'est déroulée lors du Forum politique de Haut Niveau (HLPF) sur les Objectifs de développement durable. Plus précisément, cette campagne visait à mettre le droit à la ville et les droits humains au cœur des priorités des agendas pour le développement durable, ainsi que de revendiquer le rôle des pouvoirs locaux et de la société civile dans sa mise en œuvre. La campagne de la Plateforme a été portée par plusieurs organisations de la société civile et s'est déroulée parallèlement au lancement de la déclaration "Villes pour un logement convenable", promue et cordonnée par plusieurs gouvernements locaux de la Commission (Voir point 3.1 de la section « Plaidoyer et débats politiques »).

1.2.2 Organisation d'une rencontre des pouvoirs locaux et de la société civile au sommet d'Africités : « Quelle vision et réalités africaines du droit à la ville ? »

(22 novembre, Marrakech)

Le 22 novembre dernier, la Commission et la Plateforme mondiale pour le droit à la ville ont organisé la session « Droit à la ville et agendas internationaux : réalités et perspectives africaines » à l'occasion d'Africités, le plus grand sommet des villes africaines organisé tous les trois ans par CGLU Afrique. Des pouvoirs locaux et représentants de la société civile africaines ont profité de cette session pour proposer des messages forts, partager leur vision des défis urbains les plus urgents et pour explorer des actions communes pour plus de justice urbaine et territoriale. Dans la continuité des rencontres de Nairobi, cet exercice a permis de faire progresser une vision africaine du droit à la ville, tout en promouvant de nouvelles pistes d'alliances entre les municipalités et la société civile pour l'avenir.

PLAIDOYER ET DÉBATS POLITIQUES

La rencontre a rassemblé plusieurs représentants des pouvoirs locaux africaines : la mairesse de Tunis, Souad Abderrahim ; la Présidente du Conseil régional de Nouakchott, Fatimetou Abdel Malick ; le conseiller de Rabat Abderrahmane Bouloud ; ainsi que le vice-maire de Douala, Achille Azemba Momo. Parmi la société civile : le Centre CUBES d'Afrique du Sud ; Enda Tiers Monde ; Planact ; Public Service International ; CODAS Caritas Douala ; l'Atelier pour le Développement d'Angola ; et World Enabled.

En savoir plus : <https://www.uclg-cisdp.org/fr/actualites/nouvelles/quelle-vision-et-r%C3%A9alit%C3%A9s-africaines-du-droit-%C3%A0-la-ville-rencontre-des-pouvoirs>



1.2.2



1.2.2



1.2.3

1.2.3 Participation au colloque « Le Droit à la ville d'Henri Lefebvre »

(4 – 5 avril, Saint Denis)

En avril la Commission a co-organisé, en partenariat avec plusieurs organismes et le laboratoire la Ville en Commun, le colloque « Le Droit à la Ville d'Henri Lefebvre ». Pendant deux jours, chercheurs, urbanistes, architectes, acteurs de la société civile et pouvoirs locaux ont discuté de l'héritage et des nouvelles réalités du concept du Droit à la ville qu'Henri Lefebvre avait lancé en 1968. La Commission a plus particulièrement contribué à deux temps d'échange et de discussion : « Face aux migrations, quel droit à la ville ? » et « Le droit à la ville, alternatives vers un autre monde ? ». La défense de l'universalité des droits des migrants, la difficulté des pouvoirs locaux à se faire entendre dans l'élaboration du Pacte Global pour la Migration comme les différents engagements pris par CGLU autour d'Habitat III ont été évoqués.

En savoir plus : <https://www.uclg-cisdp.org/fr/actualites/nouvelles/le-droit-à-la-ville-cinquante-ans-après-quelle-actualité>

1.2.4 Appui à l'organisation des Conseils Politiques de CGLU sur le Droit à la Ville

(24 mai, Strasbourg – 7 novembre, Madrid)

A l'occasion du Conseil Politique sur le Droit à la Ville qui s'est déroulé lors du Bureau Exécutif de CGLU à Strasbourg (23-24 mai), les représentants des pouvoirs locaux (parmi lesquelles beaucoup des membres

actifs de la Commission) ont partagé leurs engagements en faveur des droits humains sur les deux vagues d'action de CGLU. Le Conseil a servi à articuler des messages, à partager des défis et à proposer des stratégies d'action à mener sur la scène internationale pour le Forum HLPF à New-York en juillet et l'officialisation du Pacte mondial pour la migration (GCM) à Marrakech en décembre.

En savoir plus : <https://www.uclg-cisd.org/fr/actualites/nouvelles/des-pouvoirs-locaux-appellent-a-placer-les-droits-au-centre-des-politiques-de>

Le Conseil Mondial de CGLU de Madrid (5-8 novembre) a accueilli une nouvelle édition du Conseil Politique sur le droit à la ville, cette fois-ci axée sur les migrations. Cette réunion était un préalable à l'adoption du Pacte mondial pour la migration. À cet égard, les représentants de l'OIM et les villes membres ont convenu de la nécessité de travailler ensemble pour obtenir une reconnaissance claire du rôle des pouvoirs locaux dans la mise en œuvre et processus de suivi du pacte. La réunion était en phase avec les demandes d'une plus grande attention à l'approche par les droits humains exprimée par les membres de la Commission lors du Forum Mondial des Villes pour les Droits Humains de Gwangju.

En savoir plus : <https://www.uclg-cisd.org/fr/actualites/nouvelles/la-commission-poursuit-son-engagement-pour-la-defense-des-droits-a-l'occasion>

1.3 UN APPEL MONDIAL POUR LE DROIT AU LOGEMENT ET CONTRE LA FINANCIARISATION : « VILLES POUR LE LOGEMENT CONVENABLE » ET « THE SHIFT »

2018 a été marquée par la consolidation de l'initiative lancée par certaines villes de la Commission en 2016 visant à promouvoir une campagne mondiale sur le droit au logement. Cette initiative a été consolidée par la participation de la Commission et de CGLU à « The Shift » : le mouvement mondial pour le droit au logement et contre la financiarisation des villes promu par la Rapporteuse spéciale des Nations unies pour le droit au logement, Leilani Farha. À l'occasion du Forum politique de haut niveau sur les objectifs de développement durable de New York (juillet), un groupe de grandes villes a lancé un document pionnier au niveau mondial – la Déclaration « Villes pour le logement convenable » - à laquelle une quarantaine de pouvoirs locaux et organisations du monde entier ont adhéré à la fin de 2018. La Commission a facilité la rédaction du texte et l'impulsion initiale des villes, en même temps qu'elle a donné un suivi du texte au cours des mois suivants. Fin 2018, CGLU a lancé une « Communauté de pratiques sur le logement » afin de renforcer le débat et l'échange de pratiques autour du texte.

1.3.1 Appui à l'organisation d'une session sur le droit au logement au Conseil des droits humains et rapport de la Rapporteuse spéciale sur le droit au logement

(2 mars, Genève)

Le 2 mars, la Commission a pris part au débat convoqué par la Rapporteuse Spéciale des Nations Unies sur le Droit au Logement au siège du Conseil des droits humains : « Du logement en tant que marchandise

au logement en tant que droit humain ». Cette rencontre portait sur la lutte contre la marchandisation du logement dans le monde, et sur la promotion de stratégies de logement basées sur les droits humains. La Secrétaire Générale Emilia Sáiz représentait CGLU à cette occasion. Elle a fait entendre la voix des gouvernements locaux engagés avec The Shift, et a souligné la nécessité de fournir davantage de compétences et de ressources aux gouvernements locaux pour réaliser le droit au logement. L'organisation de cette session s'est déroulée parallèlement à la présentation du rapport A/HRC/37/53 de la Rapporteuse spéciale Farha sur des stratégies de logement à partir des droits humains. La Commission a lancé un appel aux contributions des gouvernements locaux à ce rapport et a soutenu sa diffusion parmi les membres et le réseau de partenaires tout au long de 2018.

En savoir plus : <https://www.uclg-cisdp.org/en/news/latest-news/uclg-brings-voice-local-and-regional-governments-calling-rights-based-housing>

1.3.2 *Lancement de la déclaration « Villes pour le logement convenable » et session spéciale « Droit au logement : Unir la voix des pouvoirs locaux »*

(15 et 16 juillet, New York)

Les 15 et 16 juillet ont marqué un tournant historique pour le mouvement mondial des pouvoirs locaux lorsqu'un groupe de grandes villes du monde a apporté aux Nations Unies un engagement ferme en faveur du droit au logement : la Déclaration « Villes pour le logement convenable ». Cet appel à l'action s'appuie sur la campagne « The Shift », lancée par la Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur le droit au logement Leilani Farha. À travers la déclaration, les collectivités locales exigent une action coordonnée pour lutter contre la spéculation et le pouvoir croissant des multinationales sur le marché immobilier. La Commission a facilité le processus d'élaboration de la Déclaration tout au long 2017 et 2018 sous l'impulsion de certains de ses pouvoirs locaux les plus actifs et parallèlement à la vague d'action de CGLU sur le logement.



La Commission a également organisé une session politique spéciale le 15 juillet, à la veille du lancement officiel du texte. Les maires de Barcelone, Berlin, Montevideo, Madrid, Montréal, Strasbourg, le vice-président de Plaine Commune et l'adjointe à la stratégie des quartiers de New York, ont pris la parole pour soutenir l'intérêt de cette initiative et partager leur vision à partir de

expérience locale. Ils ont notamment rappelé l'importance de ne pas laisser la question du logement aux seules règles du marché et ont défendu la nécessaire intervention publique dans ce domaine.

***En savoir plus sur la Déclaration:** <https://www.uclg-cisdp.org/fr/actualites/nouvelles/les-villes-pour-le-logement-convenable-un-appel-à-l'action-pour-garantir-le> **et sur la session spéciale :** <https://www.uclg-cisdp.org/fr/actualites/nouvelles/droit-au-logement-et-droit-à-la-ville-les-villes-à-travers-le-monde-s'unissent>*

1.3.3 Lancement de la communauté de pratiques de CGLU sur le logement

(7 novembre, Madrid)

Les villes signataires de la Déclaration « Villes pour un logement convenable » se sont réunis à Madrid en novembre pour discuter de la voie à suivre dans leur quête commune du droit au logement. Barcelone, Mexico, Montevideo, Plaine Commune, Séoul, Strasbourg, Taipei et Terrassa ont participé à cette réunion, qui était aussi la première réunion de la Communauté de pratique de CGLU sur le logement. Les participants ont convenu de travailler sur des indicateurs pour mesurer la réalisation du droit au logement à l'échelle locale. Cela permettra de plaider efficacement en faveur de compétences et de ressources supplémentaires pour que les collectivités locales puissent faire face à la crise du logement.

***En savoir plus ici :** <https://www.uclg-cisdp.org/fr/actualites/nouvelles/la-communaut%C3%A9-de-pratique-sur-le-logement-se-r%C3%A9unit-%C3%A0-madrid-pour-d%C3%A9finir-une>*



1.3.4 Participation à la rencontre de Vienne « Logement abordable pour tous »

(4-5 décembre, Vienne)

La ville de Vienne a accueilli la conférence « Logement abordable pour tous » ; un forum pour présenter un plan d'action européen pour le droit au logement. Le rassemblement a également donné le coup d'envoi d'une campagne menée par les villes pour que le logement figure en bonne place à l'ordre du jour des prochaines élections européennes. Vienne, Barcelone et Lisbonne, en tant que villes promotrices de l'initiative « Villes pour le logement » au sein du mouvement mondial, ont bénéficié du soutien de la Rapporteuse spéciale de l'ONU Leilani Farha. À cette occasion, le Secrétariat de la Commission a participé à la délégation de CGLU à la rencontre de Vienne et a facilité le travail de coordination autour de la Déclaration et l'initiative européenne.

1.1.6 *Autres participations, événements et processus*

Appui à l'organisation de la rencontre « Le rôle des villes dans la protection du droit au logement »

(18 janvier, Madrid)

La ville membre de Madrid a organisé cette rencontre avec l'objectif de faire avancer la discussion locale sur le droit au logement. Lors du débat, la coordinatrice du Secrétariat a partagé les dernières avancées du mouvement des villes pour le droit au logement, articulées dans le cadre de la Commission. La Commission a également facilité la participation vidéo de la Rapporteuse spéciale Leilani Farha à ce débat.

Appui à l'organisation d'une session sur The Shift lors du Forum Urbain Mondial

(7 - 13 février, Kuala Lumpur)

La coordinatrice du secrétariat de la Commission a participé à un événement organisé par l'équipe de la Rapporteuse spéciale Leilani Farha à l'occasion du neuvième Forum urbain mondial à Kuala Lumpur. La coordinatrice a souligné en ce sens le rôle joué par certaines collectivités locales dans ce mouvement transversal pour le droit au logement, partageant leurs priorités et objectifs.

1.4 CONTRIBUER A PORTER LA VOIX DES POUVOIRS LOCAUX SUR LES DROITS HUMAINS ET LES MIGRATIONS À L'ÉCHELLE L'INTERNATIONALE

La Vague d'action « Villes pour la migration » de CGLU a été l'occasion pour de nombreux pouvoirs locaux de la Commission de contribuer aux débats sur la gouvernance mondiale de ce phénomène du point de vue de leurs pratiques et de leurs initiatives. Le Forum WHRCF de Gwangju, par exemple, s'est concentré sur la question de la migration et de la diversité, démontrant la relation que de nombreux gouvernements locaux établissent entre les politiques d'inclusion sociale et les droits humains. D'autre part, d'autres pratiques locales partagées au sein du réseau au cours de cette année ont démontré l'engagement des gouvernements locaux à lutter contre la montée du racisme et de la xénophobie dans le monde, en renforçant la cohésion sociale et les droits de citoyenneté de tous les habitants. En 2018, la Commission a soutenu aussi les actions de CGLU visant à faire entendre la voix des gouvernements locaux sur le processus d'élaboration du Pacte mondial sur les migrations, adopté à Marrakech le 10 décembre 2018.

1.4.1 *De nouvelles alliances pour placer les droits humains au cœur de l'agenda 2030 : Gwangju organise avec succès l'édition 2018 du WHRCF*

(18-21 octobre, Gwangju)

Voir point 1.1.2 de la section « Plaidoyer et débats politiques »

1.4.2 *Les gouvernements locaux du FAMSI réaffirment leur engagement pour des actions locales en faveur des migrants respectueuses des droits humains*

(15 mai, Séville)

Organisée par le Fonds Andalou de Municipalités pour la Solidarité Internationale – FAMSI, la rencontre « Andalucía Integradora : les réseaux de villes comme instrument d'action locale pour la cohésion sociale » a permis à différents experts et gouvernements locaux de partager leurs expériences quant aux politiques publiques d'inclusion sociale des migrants et réfugiés. La coordinatrice de la Commission a participé à la table ronde du jour sur les « Modèles de gouvernance dans la gestion de la diversité et des politiques migratoires : Coresponsabilité des acteurs et participation citoyenne ». Ce fut l'occasion de présenter des politiques publiques sur la migration et l'interculturalité portées par certains de nos gouvernements locaux membres et les enjeux actuels sur le plan international dans le cadre des négociations autour du Pacte Global pour la Migration (GCM).

En savoir plus : <https://www.uclg-cisd.org/fr/actualites/nouvelles/les-gouvernements-locaux-du-reseau-famsi-reaffirment-leur-engagement-pour-des>



1.4.3 *Appui à la vague d'action « Villes pour la migration » de CGLU*

Après avoir présenté la nécessité d'écouter les villes et de défendre des stratégies fondées sur les droits humains concernant les politiques migratoires à l'occasion de la Conférence Villes et Migrations (Malines, 2017), la Commission a continué à soutenir les actions des pouvoirs locaux membres qui visaient à influencer le processus d'adoption du pacte mondial pour la migration. Ce travail a été réalisé en coordination avec l'équipe du Secrétariat mondial de CGLU, qui a mené de nombreuses actions tout au long de l'année pour soutenir la participation des gouvernements locaux à cet important processus international. À cet égard, la Commission a joué un rôle de soutien et de coordination afin que la voix des villes pour l'inclusion sociale et les droits humains soit entendue.

En mars 2018, la Commission a publié un rapport sur les messages politiques de la Conférence de Malines qui a grandement contribué à faire entendre la voix de l'organisation en matière de pouvoirs locaux, droits humains et migration. Le Secrétariat de la Commission a également apporté son soutien à l'organisation de la session sur la migration qui s'est tenue à Africities (novembre) et qui a servi à coordonner la stratégie de l'organisation face à la conférence finale d'adoption du Pacte mondial pour les migrations. Elle a également soutenu la diffusion de communiqués et d'initiatives adressées à ses membres par le Secrétariat de CGLU dans le cadre de la vague d'action .

PRODUCTION DE CONNAISSANCES ET VISIBILITÉ 02

2.1 NOUVELLES PUBLICATIONS

En 2018, la Commission a publié « Le rôle des aires métropolitaines dans l'agenda mondial des gouvernements locaux pour le 21^e siècle » ; un rapport qui explicite les conséquences qui découlent du processus de métropolisation à l'échelle mondiale. Le rapport met en lumière les alternatives possibles à la compétitivité et à la marchandisation du développement urbain à partir de modèles fondés sur le droit à la ville, le droit à la centralité et la justice spatiale.

Il a été réalisé comme une contribution au processus Habitat III par le centre LAVUE (Université Paris Nanterre) en collaboration avec la Commission et Plaine Commune. Il est le fruit d'un dialogue entre universitaires et élus, et se propose d'établir un diagnostic des défis posés par le développement des aires métropolitaines et de porter des recommandations issues des pratiques locales de gouvernance métropolitaine.



En savoir plus :

<https://www.uclg-cisdp.org/fr/actualites/nouvelles/%C2%AB-le-r%C3%B4le-des-aires-m%C3%A9ropolitaines-dans-l%E2%80%99agenda-mondial-des-gouvernements>

2.2 OBSERVATOIRE VILLES INCLUSIVES

Dans le cadre du projet de coopération entre villes MC2CM et la collaboration de la Development Planning Unit de l'Institut Bartlet (UCL), la Commission a publié de nouvelles études de cas dans l'Observatoire Villes Inclusives. Ces études sont axées sur l'inclusion sociale des migrants dans neuf villes méditerranéennes. Dans un contexte de globalisation de la mobilité humaine, ces études illustrent le rôle joué par les gouvernements locaux pour garantir la cohésion sociale et l'universalité des droits au niveau territorial ; un élément central dans l'effort partagé pour « ne laisser personne pour compte ».

En savoir plus : <https://www.uclg-cisdp.org/fr/actualites/nouvelles/neuf-nouvelles-%C3%A9tudes-de-cas-sur-les-politiques-locales-d'inclusion-sociale-des>

2.3 RAPPORTS ET ENTRETIENS

Tout au long de 2018, le secrétariat de la Commission a contribué à la publication d'entretiens et de rapports sur les initiatives locales de certains de ses membres. Ce travail a permis de rendre visibles les actions prises par des villes pour protéger et promouvoir les droits humains et le droit à la ville.



Rapport « À Séoul, une division de l'administration municipale travaille pour intégrer l'approche par les droits dans l'action publique locale »

<https://www.uclg-cisdp.org/fr/actualites/nouvelles/les-habitants-et-les-communaut%C3%A9s-de-base-de-s%C3%A9oul-s%E2%80%99organisent-pour-r%C3%A9aliser>



Entretien « Garantir les droits universels dans une ville traversée par les routes migratoires : l'action locale de Nador pour améliorer la vie des migrants »

<https://www.uclg-cisdp.org/fr/actualites/nouvelles/garantir-les-droits-universels-dans-une-ville-travers%C3%A9e-par-les-routes>



Entretien « Les villes prennent l'initiative pour changer le discours sur les migrations : Mechelen s'engage pour promouvoir la diversité et lutter contre le racisme »

<https://www.uclg-cisdp.org/fr/actualites/nouvelles/les-villes-prennent-linitiative-pour-changer-le-discours-sur-les-migrations>



Entretien « Plaine Commune et le droit au logement : Garantir un toit pour chacun dans un territoire populaire métropolitain »

<https://www.uclg-cisdp.org/fr/actualites/nouvelles/plaine-commune-et-le-droit-au-logement-garantir-un-toit-pour-chacun-dans-un>



Rapport « Promouvoir le développement humain par la participation et l'approche basée sur les droits : Goicoechea (Costa Rica) et les Tables de dialogue »

<https://www.uclg-cisdp.org/fr/actualites/nouvelles/promouvoir-le-d%C3%A9veloppement-humain-par-la-participation-et-l%E2%80%99approche-bas%C3%A9e-sur>

3.1 VISITES DE TERRAIN

3.1.1 Visite de terrain de Plaine Commune et Seine-Saint-Denis à Granollers et Barcelone pour s'inspirer de l'expérience des Jeux Olympiques de 1992

(26-27 novembre, Granollers et Barcelone)

En novembre, une délégation du Conseil Départemental de la Seine-Saint-Denis, de Plaine Commune et de la ville de Saint-Denis a rencontré le maire de Granollers, Josep Mayoral, ainsi que plusieurs anciens élus de Barcelone et la zone métropolitaine de Barcelone (tels que l'Hospitalet de la Llobregat et Badalona) afin d'échanger sur les enjeux de l'organisation des Jeux olympiques 2024 à partir de l'expérience barcelonaise (1992).

La deuxième journée de la visite de la délégation française s'est centrée sur une visite de terrain dans les quartiers de Vila Olímpica et de Poblenou (Barcelone) qui ont été développés à l'occasion des Jeux Olympiques de 1992. Lors de cette visite, l'architecte Àurea Gallen a détaillé aux représentants franciliens le projet de l'ancien village olympique destiné à accueillir les athlètes et qui sera également accueilli sur le territoire de Plaine Commune pour les Jeux Olympiques 2024.

En somme, les délégués de la Seine-Saint-Denis et de la Plaine Commune se sont montrés très intéressés par l'expérience de Barcelone 1992, soulignant le caractère historique de ces Jeux pour un pays sorti d'une dictature il y a quelques décennies, où les gens voulaient s'ouvrir et participer activement à l'amélioration de leurs villes. Pour le Grand Paris, l'idée a été soulevée que les Jeux pourraient servir à consolider la réalisation d'une métropole juste et intégrée où tous les habitants pourront bénéficier de cet événement.

En savoir plus : <https://www.uclg-cisdp.org/fr/actualites/nouvelles/jeux-olympiques-2024-une-d%C3%A9l%C3%A9gation-fran%C3%A7aise-visite-barcelone-et-sa-banlieue>



3.1.1 *Visite de terrain de la coprésidence de Gwangju à la ville de Barcelone et rencontre avec les équipes du Secrétariat de la Commission et de CGLU*

(12 décembre, Barcelone)

Une délégation de la ville de Gwangju s'est rendue à Barcelone les 10, 11, 12 et 13 décembre pour assister à la Conférence International « Villes pour les Droits Humains » organisé par la ville de Barcelone, ainsi qu'à l'atelier des pouvoirs locaux européens pour les droits humains organisé par la Commission. La délégation de Gwangju a profité du 12 décembre pour tenir plusieurs réunions bilatérales avec des représentants de la ville de Barcelone grâce à l'intermédiaire d'Aida Guillén, directrice du département aux droits de citoyenneté et à la diversité. Lors de ces différentes réunions, la délégation a pu rencontrer des chargés de mission menant des initiatives pour les droits humains, en particulier pour défendre le féminisme et les communautés LGBTI. La délégation a enfin eu un dernier moment de travail avec le Secrétariat exécutif de la Commission le 13 décembre. A cette occasion, ces représentants ont pu travailler avec le Secrétariat pour entamer les préparatifs du prochain Forum WHRCF, discuter des derniers développements dans le cadre du système des droits humains onusien et explorer les options pour augmenter la visibilité de la Commission en Asie.

En savoir plus : <https://www.uclg-cisd.org/fr/actualites/nouvelles/rencontre-d%E2%80%99une-d%C3%A9l%C3%A9gation-de-la-copr%C3%A9sidence-de-gwangju-avec-la-ville-de>



3.2 SESSIONS D'APPRENTISSAGE

3.2.1 *Former la société civile locale de Barcelone aux mécanismes internationaux de protection des droits humains*

(22-23 mai, Barcelone)

la Commission a co-organisé avec le Service des droits de la citoyenneté de Barcelone et le HCDH de l'ONU une première formation sur les mécanismes internationaux de protection des droits humains, en direction d'une vingtaine d'associations locales de Barcelone. Des institutions telles que le Haut-Commissariat aux Droits Humains, le Conseil des Droits Humains ou encore le Comité des Droits Économiques, Sociaux et Culturels (CDESC) ont été parmi les institutions présentées aux associations participants. Un autre point important de la session a été le travail de groupe et d'échange d'expérience, permettant d'améliorer la connaissance du travail et d'explorer des pistes de travail partagées.

En savoir plus : <https://www.uclg-cisdp.org/en/news/latest-news/training-local-civil-society-organizations-international-mechanisms-human-rights>

3.3 PARTICIPATION À DES ATELIERS ET SESSIONS D'APPRENTISSAGE

3.3.1 *Droit à la ville et participation citoyenne : Participation au jury et à la conférence de l'OIDP et à la rencontre d'IPAM de Montréal*

La défense et promotion de la démocratie locale ont pris de l'importance dans les agendas locaux. En novembre, l'assemblée de l'Observatoire international de la Démocratie participative (OIDP) a approuvé un nouvel Agenda pour la Démocratie Locale visant à relancer le débat sur cette question au sein de l'organisation mondiale. En raison de son partenariat avec l'OIDP, la Commission CISDPDH a participé aux différentes étapes de jury du Prix OIDP « Bonne pratique en participation citoyenne ». Elle a participé aussi à plusieurs de ses sessions de travail tenues lors de sa Conférence 2018.

La Commission a également travaillé pour articuler les débats de l'OIDP avec d'autres thèmes tels que le droit à la ville ou les droits humains. Ainsi, la Commission a diffusé les résultats de la consultation menée par le HCDH SUR LE de participer aux affaires publiques, auquel la co-présidence de Gwangju a participé en 2017. Le Secrétaire de l'OIDP, Fernando Pindado, a participé à la réunion de la CISDPDH qui s'est tenue à Madrid en novembre, où il a partagé les actions de l'OIDP.

Enfin, la Commission a participé au Forum sur l'avenir de la démocratie participative de Montréal organisé par l'IPAM en septembre dernier. Cette rencontre a permis de réfléchir ensemble à la crise de la démocratie représentative et au renouvellement des pratiques de la démocratie directe. Les différentes tables rondes ont permis de mettre en lumière les aspirations des citoyens montréalais et aux moyens d'améliorer leur participation aux prises de décisions politiques.

En savoir plus : <https://www.uclg-cisdp.org/fr/actualites/nouvelles/renforcer-le-r%C3%B4le-de-la-participation-dans-les-agendas-locaux-%E2%80%93-oidp-conf%C3%A9rence>

3.3.2 *« La production sociale de l'habitat : promouvoir un partenariat public-habitants sur le logement ? » : Participation à la rencontre annuelle d'Urbamonde*

(11 – 12 juillet, Genève)

Comme chaque année depuis 2014, l'association Urbamonde a accueilli une rencontre avec plusieurs associations de la société civile organisée afin de réfléchir à la création d'un réseau international sur la production sociale de l'habitat. Cette initiative visait ainsi à permettre la diffusion et le changement d'échelle de ce type d'approche. À cet égard, le secrétariat de la Commission s'est intéressé aux travaux de ces organisations. Il a également saisi cette occasion pour informer les présents du travail porté par plusieurs villes du monde au sien de la Déclaration « Villes pour le logement convenable ». Dans cette Déclaration, une attention majeure est portée à la co-production sociale de l'habitat. Les pouvoirs locaux signataires y expriment leur volonté d'expérimenter de nouveaux modèles de production de l'habitat et de développer alliances avec la société civile organisée autour des coopératives de logement.

En savoir plus : <https://www.uclg-cisdp.org/en/news/latest-news/social-production-habitat-promoting-new-partnership-housing-between-public>

3.3.3 « Naples défend une politique des biens communs à l'échelle locale » : Participation à un voyage d'étude sur rénovation urbaine

(4-7 juillet, Naples)

Du 4 au 7 juillet, le Secrétariat de la Commission a participé à un voyage d'étude à Naples (Italie) organisé par l'Ecole de la Rénovation Urbaine. Aux côtés de représentants du Territoire de Plaine Commune (co-présidence de la Commission), d'élus locaux et d'une trentaine d'habitants issus des « Conseils citoyens » des quartiers prioritaires français, le Secrétariat a rencontré le maire de Naples, Luigi de Magistris, et ses équipes, visité plusieurs projets d'aménagement et participé à des discussions avec des habitants et acteurs de la société civile locale. La ville de Naples est un exemple les plus long et les plus vivace du mouvement des communs en Italie. Fruit d'une volonté municipale, la ville de s'appuyer sur une politique des biens communs pour répondre tant au besoin de renouveler les liens avec la société civile locale que pour faire face aux mesures d'austérité des finances publiques et à la marchandisation de la ville.

En savoir plus : <https://www.uclg-cisdp.org/fr/actualites/nouvelles/naples-defendre-une-politique-des-biens-communs-a-l-echelle-locale>



3.2.1



3.3.2



3.3.4

3.3.4 Participation à une université d'été sur « droits humains au niveau local »

(18-22 juin, Middelburg)

Le secrétariat de la Commission a participé, en juin, à une université d'été sur les « droits humains au niveau local » qui s'est tenue à Middelburg, aux Pays-Bas. Ce cours a été donné par Barbara Oomen, une universitaire de renom dans le domaine des villes pour les droits humains et coordinatrice du projet « Cities of Refuge », qui étudie le rôle des villes dans l'intégration des réfugiés en Europe à travers l'approche des droits humains. Cette expérience a permis de mieux comprendre le travail des villes néerlandaises et flamandes dans le domaine des droits humains, comme travail du maire de Middelburg, Harald Bergmann, au Conseil de l'Europe ; les politiques de Veere pour l'accessibilité des personnes handicapées ; ou l'implication de Gand pour devenir une ville refuge.

4.1 PARTICIPATION DES POUVOIRS LOCAUX

2018 a permis de renforcer la participation de la coprésidence et des gouvernements locaux les plus actifs de la Commission. Par exemple, Plaine Commune, Seine-Saint-Denis et Gwangju ont effectué des visites sur le terrain dans le cadre de la Commission, tandis que la collaboration stratégique avec les villes du réseau actives dans le domaine des droits humains – telles que Barcelone, Madrid ou Gwangju – a été renforcée. Le travail autour des vagues d'action sur la migration et, surtout, sur le logement, a également permis à la Commission d'approfondir sa coopération avec d'autres villes, telles que Montevideo, Sao Paulo, Amman, New York, Berlin, Strasbourg, Montréal ou Séoul.

La réactivation du réseau de villes pour les droits humains, pour le droit à la ville et pour la paix et l'organisation de réunions régionales en Europe, en Afrique et du Forum WHRCF à Gwangju ont également permis d'établir des contacts plus étroits avec de nombreuses villes. C'est le cas, par exemple, de villes comme Vienne, Séoul, Grigny ou Granollers, auxquelles il convient d'ajouter les villes avec lesquels des contacts ont été établis après les ateliers de Barcelone et Marrakech.

Tout au long de 2018, la Commission a cherché à faciliter l'adhésion des collectivités locales au réseau en renouvelant le formulaire d'adhésion en ligne. Afin de mieux informer les membres, il a également amélioré ses canaux de communication. Le Secrétariat a facilité une réunion informelle de la Commission à l'occasion du Conseil mondial de CGLU à Madrid, à laquelle ont participé des représentants de la coprésidence, de villes actives et d'organisations partenaires.

4.2 ARTICULATION AVEC LE SECRÉTARIAT MONDIAL DE CGLU

L'initiative des membres dans le cadre de la Commission a joué un rôle important dans la promotion de certains messages politiques clés dans le cadre de CGLU. L'articulation réussie de la Commission et de CGLU a été clé pour promouvoir l'adoption de la Déclaration « Villes pour un logement convenable. Dans le même esprit, la Commission a soutenu l'initiative de la vague action « Villes pour la migration » de CGLU. De nombreux événements organisés par la Commission tout au long 2018 ont été contributions directes aux messages des vagues d'action sur le logement et les migrations.

La participation de la Commission a également servi à faciliter la participation des membres au Conseil politique sur le droit à la ville de CGLU. En effet, la Commission continue à jouer un rôle clé dans la formulation des messages sur le droit à la ville et les droits humains dans le cadre de CGLU. En 2018, cette relation s'est concrétisée par la participation du co-président de la CISDPDH, Patrick Braouezec, à la retraite annuelle de janvier et du conseil mondial de CGLU en novembre.

L'équipe du Secrétariat de la Commission a continué d'entretenir des relations de coopération avec le Secrétariat mondial de CGLU, notamment les départements de « Policy » et « Advocacy », l'Observatoire GOLD et les équipes de Learning (Apprentissage) et Communication.

4.3 ARTICULATION AVEC DES AUTRES PARTIES DE CGLU

Le Secrétariat de la Commission a essayé de maintenir des relations de coopération et de communication périodique avec des parties du réseau de CGLU liées d'une manière ou d'une autre aux travaux de la Commission. C'est le cas de l'Association internationale des villes éducatrices, du Forum mondial de l'économie sociale (GSEF), du Forum des autorités locales de périphérie (FALP) et de la Commission Culture de CGLU. La Commission a participé activement à la conférence de l'Observatoire international de la démocratie participative (OIDP) tenue à Barcelone.

4.4 ARTICULATION AVEC LA SOCIÉTÉ CIVILE AU NIVEAU MONDIAL

La Plateforme mondiale pour le droit à la ville (GPR2C) a continué d'être le principal mécanisme de coopération avec la société civile dans le domaine du droit à la ville et des droits humains. En ce sens, des campagnes de plaidoyer ont été co-organisées entre la Commission et la Plateforme, telles que celle menée lors du HLPF de juillet à New York, ou des rencontres de villes et société civile, tels que celui de Marrakech en novembre. Plus précisément, et tout au long de 2018, la Commission a également renforcé ses relations de coopération avec des initiatives de la société civile telles que World Enabled, qui promeut des villes accessibles et inclusives ; ou Urbamonde, qui cherche à



4.4 ARTICULATION AVEC LE SYSTÈME DES DROITS HUMAINS DES NATIONS UNIES

Les relations entre les pouvoirs locaux membres de la Commission et le système des droits humains de l'ONU se sont resserrées cet 2018 grâce à la consolidation de plusieurs axes de travail. À l'occasion de la participation d'une délégation de pouvoirs locaux de la Commission au WHRCF, plusieurs villes ont pu exprimer leurs priorités à l'Haute-Commissaire adjointe, Kate Gilmore (voir 1.1.2). Ces réunions s'inscrivent dans la continuité de la rencontre qui s'était tenue en 2017, et ont été essentielles pour valoriser l'action des villes pour les droits humains et pour renforcer des relations entre la Commission et le Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH).

En savoir plus : <https://www.uclg-cisdg.org/fr/actualites/nouvelles/plusieurs-villes-de-la-commission-%C3%A9changent-avec-la-haute-commissaire->

La collaboration étroite avec la Rapporteuse spéciale de l'ONU, Leilani Farha, autour de la campagne internationale « The Shift » et la déclaration « Villes pour le logement convenable », a permis à la voix des gouvernements locaux de se faire entendre avec force dans les initiatives sur le logement du système des droits humains onusien (voir 1.3). En mai dernier, la Commission a co-organisé une première formation sur les mécanismes internationaux de protection des droits humains en direction de la société civile avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme et le Service des droits de la citoyenneté et à la diversité de Barcelone (voir 3.2.1).

ANNEXE

Assassinat de Marielle Franco, Conseillère Municipale de Rio de Janeiro : Communiqué du Co-président de la Commission, Patrick Braouezec

(15 mars 2018)

« Marielle Franco, 38 ans, était l'une des 32 femmes noires élues parmi les villes capitales du Brésil. Sociologue, née dans la favela de Maré à Rio de Janeiro, elle s'était particulièrement engagée ces derniers mois pour dénoncer la violence croissante des opérations militaires dans les favelas de Rio de Janeiro, notamment depuis la crise politique d'août 2016.

Militante LGBT, féministe, défenseuse des Droits Humains, elle luttait contre les discriminations raciales et les violences de genre. Marielle Franco s'inscrivait dans une vision politique issue du Droit à la Ville, défendant la co-responsabilité avec les habitants, l'éducation populaire et la mobilisation sociale. Comme nous, elle pensait pouvoir lutter pour une plus grande justice sociale en occupant les institutions.

Au nom de l'ensemble des pouvoirs locaux rassemblés au sein de la Commission Inclusion Sociale, Démocratie Participative et Droits Humains (CISDPDH) de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU), je condamne donc le lâche assassinat de Marielle Franco. Alors que trente élus ont déjà été assassinés depuis août 2016 (dont 20 dans l'Etat de Rio), cet assassinat est de nouveau une attaque contre la démocratie locale au Brésil. Il ne peut rester impuni, au risque d'accroître la loi des « armes » contre l'engagement populaire.

Nous adressons toutes nos condoléances à sa famille, ses proches, ses camarades et nous nous associons à ceux qui exigent une enquête immédiate et rigoureuse »

Patrick Braouezec, Co-président de la Commission Inclusion Sociale,
Démocratie Participative et Droits Humains de CGLU



Le travail de la Commission a été rendu possible grâce aux contributions de ses membres actifs :

